Cuba : la dimension raciale dans le processus de reproduction de la pauvreté

María del Carmen Zabala Argüelles[1]

Le racisme et la pauvreté sont des phénomènes complexes, multidimensionnels et perméables à leur environnement social. Le jeu d'influence qui les unit tient pour partie à des facteurs historiques, conjoncturels, subjectifs et générationnels propres au contexte cubain. Des politiques sociales « universelles » tentent d'en réduire les effets en favorisant l'équité et l'intégration sociale, mais des inégalités à caractère racial demeurent.

Le lien étroit existant entre les phénomènes de pauvreté, d'exclusion sociale et de discrimination ethnoraciale implique que l'approche de l'une de ces réalités révèle une facette des autres, et ce, indépendamment de leurs expressions particulières selon les contextes. Cet article a pour objectif d'étudier la dimension raciale dans les processus de reproduction de la pauvreté à Cuba, ainsi que les politiques et programmes sociaux mis en place pour réduire la pauvreté et favoriser une plus grande équité et une meilleure intégration sociale.

Outre le traitement historico-social du racisme et de la discrimination, ce texte analysera le concept de race en tant que construction socioculturelle et de classe, et l'usage qui en est fait comme instrument de discrimination affectant l'équité et l'intégration sociale. Le caractère multidimensionnel et complexe de la pauvreté et ses diverses conditions et expressions seront également abordés.

---

1. Psychologue, professeur et chercheuse au programme Cuba de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) et de l'Université de La Havane (Cuba).

Pour atteindre l'objectif fixé, deux éléments seront mis en avant : 1) l'évaluation du poids de la dimension raciale dans la reproduction de la pauvreté à Cuba, l'étude des mécanismes responsables et l'interrelation de la dimension raciale avec les autres dimensions d'intérêt ; 2) l'évaluation de l'impact des politiques et des programmes sociaux mis en place en vue de favoriser l'équité et l'intégration sociale à Cuba.

Quelques concepts clés

Pauvreté et exclusion sociale

Le phénomène de pauvreté revêt un caractère complexe et multidimensionnel qui ne se limite pas à des privations matérielles ou à une précarité du niveau de vie. En effet, de multiples dimensions – entre autres, économiques, sociales, politiques, culturelles et familiales – sont entremêlées dans les processus de production et de reproduction de la pauvreté et se manifestent de différentes façons sur les plans matériel et spirituel. Parmi celles-ci, l'analphabétisme, la malnutrition, les taux élevés de mortalité et de morbidité, le manque d'accès à l'information et à la culture, ainsi que les faibles taux de participation sociale agissent de façon synergique.

Bien que le phénomène de pauvreté reste souvent défini en termes de pauvreté absolue ou relative[2], il est aussi aujourd'hui caractérisé comme privation des capacités qui permettent aux membres d'une société particulière de générer des revenus et d'atteindre des objectifs sociaux. Associer « les capacités » à des formes de liberté et d'opportunité revient à rapprocher la problématique de la pauvreté à celle du développement humain et donc à élargir le champ d'analyse des dimensions précitées (Sen, 1992).

Les principales démarches méthodologiques pour étudier et mesurer la pauvreté se sont concentrées sur les résultats, les facteurs de production et les consommations effectives des individus. Il en va ainsi de l'utilisation des indicateurs socio-économiques – produit intérieur brut (PIB), indice de pauvreté humaine (IPH) et indice

2. L'approche de la pauvreté absolue (Rowntree, 1941) considère la « déprivation » (insatisfaction des besoins de base pour maintenir l'efficacité physique) indépendamment du contexte culturel ou social, comme un standard universel exprimé en paniers de biens et de services. L'approche de la pauvreté relative (Townsend, 1979) tient compte de la nature sociale et historique des besoins humains et de sa variabilité dans le temps (périodes historiques) et dans l'espace (environnements géographiques).

de développement humain (IDH)[3] – et des méthodes de calcul des revenus, de ligne de pauvreté (LP) et de nécessité de base insatisfaite (NBI).

Certains auteurs comme Julio Boltvinik ont critiqué l'utilisation exclusive de ces deux méthodes en raison de leurs limites : « *Ces deux méthodes donnent une vision partielle de la pauvreté et tendent à la sous-estimer. Étant donné que les sources de bien-être sont différentes, on peut arriver à la conclusion que ces méthodes sont complémentaires et constituent des procédés alternatifs* » (Boltvinik, 1992). Sur base de cette critique, l'auteur a développé une nouvelle méthode : la mesure intégrée de la pauvreté (MIP).

Néanmoins, aucun de ces procédés n'a permis de dépasser une conception de la pauvreté qui soit celle d'une privation ou d'une carence matérielle, et ne s'est intéressé aux aspects psychosociaux, culturels, politiques et éthiques qui déterminent la pauvreté et qui permettent de soulever des questions aussi importantes que la participation sociale, la discrimination et les liens entre la reproduction de la pauvreté et le genre, la génération, la classe, la race et l'ethnie.

Ces limites ont sans doute fini par faire émerger un concept tel que celui de l'exclusion sociale, qui tente de développer une approche plus intégrale et dynamique tenant compte des processus économiques, politiques et sociaux à l'origine de la pauvreté. Le concept d'exclusion sociale est ainsi entendu comme « *un processus dû à un ensemble de dynamiques de disqualification primaire*[4]*, qui empêche les personnes d'accéder aux opportunités humaines et d'exercer leurs droits* » (Menjívar et Feliciani, 1995). Ces dynamiques de disqualification constituent des facteurs de risque, dont certains représentent à eux seuls des formes d'exclusion sociale, comme c'est le cas de la pauvreté. Par ailleurs, entre les pôles d'exclusion et d'inclusion – sociale et économique -, figure une zone de « vulnérabilité » (Bustelo et Minujin, 1997), caractérisée par son dynamisme et son hétérogénéité. Cette conception permettrait ainsi

---

3. L'IDH et l'IPH sont des indices multidimensionnels. L'IDH inclut trois composantes de développement humain quantifiant respectivement : la longévité, le niveau d'éducation et le niveau de vie. L'IPH mesure la privation au moyen de trois indicateurs de développement humain : le pourcentage de décès avant l'âge de 40 ans, l'analphabétisme, et le manque d'accès aux ressources.

4. Pour des raisons politiques, sociales, économiques, ethniques, culturelles, religieuses, de genre, etc.

de saisir les aspects multidimensionnels et dynamiques des phénomènes de pauvreté et de vulnérabilité sociale, tels que le cumul des déficits.

La discrimination ethnolinguistique fait partie des processus de disqualification qui conduisent à l'exclusion sociale. Elle concerne la discrimination des minorités dans l'accès au travail, à l'éducation, aux services ainsi que le manque de reconnaissance du bilinguisme (Menjívar et Feliciani, 1995). Le débat sur la pauvreté et l'exclusion sociale conduit inexorablement à des processus sociaux de discrimination, notamment ethnoraciaux[5].

Racisme et discrimination

Outre les concepts de pauvreté et d'exclusion sociale, il convient également de préciser ce que nous entendons par race et ethnie dans le cadre de ce travail. Et cela, sans prétendre systématiser le traitement de ces concepts de manière exhaustive, et encore moins d'épuiser le contenu des polémiques et des débats qui s'y rapportent. Ainsi, on parlera essentiellement des concepts définis par des auteurs cubains, qui réalisent une part importante des études sur le pays.

Tout au long de l'histoire, de nombreuses définitions de la race ont été proposées. Cependant, de nos jours, on tend de plus en plus à penser que le contenu de ce concept n'est pas scientifique. À Cuba, l'anthropologie physique définit la race comme un « *groupe biologique possédant un certain nombre de caractéristiques héréditaires communes qui les distinguent des autres groupes et qui marquent leur descendance* ». Elle fait ainsi référence aux liens héréditaires, tout en mettant en relief la diversité de la population humaine (Martínez Fuentes, 2002).

La majorité des études cubaines définissent la race comme une construction historico-culturelle : « *Les races sont des constructions sociales qui identifient ou différencient des groupes humains par rapport à d'autres, et qui dépendent des rapports qui existent entre ces derniers. Ces constructions sociales se caractérisent par un milieu historique spécifique et sont étroitement liées aux rapports*

5. Ce lien a été explicité lors de la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, qui s'est tenue à Durban en 2001, puisqu'il a été reconnu que l'esclavage a constitué une cause directe de pauvreté et de marginalisation extensive des Afrodescendants en Amérique latine.

sociaux, aux classes sociales et aux accumulations culturelles des sociétés concernées » (Martínez Heredia, 2002).

Le poids discriminatoire du concept de race, tout comme son absence de fondements scientifiques, a ouvert la voie au concept d'ethnie et provoqué une confusion entre ces deux concepts. Selon Jesús Guanche, anthropologue cubain, la distinction entre les concepts d'ethnie et de race est la suivante : « *[…] L'ethnie ou l'ethnos est un groupe humain stable, émergeant historiquement dans un territoire déterminé, qui possède des caractéristiques linguales et culturelles communes et des caractéristiques mentales stables telles que la conscience de son existence et de sa différence par rapport aux autres groupes (autoconscience ethnique), et qui s'extériorise par son autodénomination ou ethnonyme* » (Guanche, 1996).

La langue, l'autoconscience, l'idiosyncrasie, la culture et l'endogamie de groupe font partie des traits caractéristiques de l'ethnie. Pour cet auteur, le terme « racial » fait référence au contenu biologique de la population humaine. Ainsi, la distinction fondamentale entre ces deux concepts est respectivement liée à la culture et à la nature. Néanmoins, Guanche reconnaît la construction socioculturelle de la race : « *La racialité est une notion qui peut prêter à confusion, car elle véhicule le fardeau conceptuel du racisme et des préjugés raciaux en raison de sa connotation socioculturelle et de classe qui s'éloigne du caractère strictement biologique* » (Guanche, 1996). D'autres auteurs cubains comme María del Carmen Caño (1996) et Ada Ferrer (2002) partagent cet avis.

Le concept de race est donc le résultat d'une construction sociale et historique établie à partir de la manière dont les personnes entretiennent des liens entre elles. Cela constitue le fondement idéologique de la discrimination. La Déclaration sur la race et les préjugés raciaux de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco, 1967) considère le racisme « *comme un phénomène nettement social, dérivé des relations interraciales et générateur de préjugés, qui se structure à partir de deux éléments inhérents : d'une part, un ensemble de formulations théoriques (concept de race, fonction sociale de la race, naturalisation des caractéristiques psychologiques et culturelles, etc.) et, d'autre part, la pratique sociale de tels postulats identifiée par le terme de discrimination raciale* » (Pérez, 1996).

En résumé, il existe des liens étroits entre le racisme, les préjugés raciaux et la discrimination raciale. La discrimination raciale est la « concrétion » et la pratique même du racisme, puisqu'elle se nourrit des théorisations, des stéréotypes et des préjugés. Il ne fait aucun doute que la discrimination raciale ou ethnique dans les processus d'exclusion sociale favorise l'extension, l'intensification et la reproduction de la pauvreté et par conséquent, la désintégration sociale et l'instabilité sociale et politique. Outre la race et l'ethnie, il existe d'autres catégories génératrices d'inégalités profondes et persistantes qui agissent de manière synergique (Tilly, 1999). Ainsi, les analyses sur l'inégalité doivent inclure les catégories de race et d'ethnie, mais aussi celles de genre, de classe et de génération qui sont indéniablement liées à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Analyse de la dimension raciale dans la reproduction de la pauvreté

Perspective historique

À Cuba comme partout ailleurs en Amérique latine et dans les Caraïbes, la composante ethnoraciale[6] a « pénétré » la structure classiste des sociétés tout au long de l'histoire. Toutefois, à la différence d'autres pays de la région, Cuba a subi l'extermination presque totale de sa population indigène durant les périodes de conquête et de colonisation, ce qui explique qu'elle soit moins présente qu'ailleurs. L'immigration forcée de millions d'Africains et le régime d'esclavage auquel ils ont été soumis – c'est à Cuba et au Brésil que ce système a existé le plus longtemps[7] –, constituent sans doute l'élément le plus significatif de la configuration de la société.

Le système d'exploitation esclavagiste trouvait sa justification idéologique dans le racisme : « *Durant la période coloniale, le racisme était l'idéologie qui soutenait le régime esclavagiste imposé par les Blancs d'origine hispanique aux Noirs africains et à leurs descendants. Le racisme a résisté à l'abolition de l'esclavage et*

6. Désormais, on utilisera le terme de « race » pour désigner la population afrodescendante et celui d'« ethnie » pour les groupes indigènes. Dans le premier cas, on insiste sur la composante africaine parmi les personnes de toutes races, y compris les noirs et les métis.

7. La traite d'esclaves a affecté Cuba de 1518 à 1873, soit pendant 355 ans. Près d'un million de personnes sont arrivées au pays pour travailler en tant qu'esclaves, en particulier dans les cultures de plantation (Moreno Fraginals, 2002). L'esclavage a été aboli en 1886.

sous la république néocoloniale, il s'est exprimé à travers un ensemble d'idées et de pratiques discriminatoires qui ont perpétué l'exploitation et la ségrégation raciale des secteurs non blancs de la population » (Alvarado, 1996). Une autre caractéristique essentielle de Cuba est « *le caractère uni-ethnique et multiracial de la nation cubaine, ainsi que sa construction culturelle diverse* » (Guanche, 1996). Ce caractère multiracial, le métissage biologique et culturel du peuple cubain et sa « mulâtrerie » entretiennent la culture et l'unité nationale cubaines.

Comme dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, les liens entre race et classe sont très marqués à Cuba. Selon Manuel Moreno Fraginals (2002), lorsque l'esclavage dominait, « *les groupes noirs et mulâtres représentaient les couches sociales les plus pauvres, les moins protégées et les plus exploitables* ». En ce sens, José Miguel Rueda et Ana Vera (1997) déclarent : « *Le racisme inhérent à une société, né de l'oppression d'un groupe ethnique par un autre, a donné lieu à des préjugés où les composantes socio-économiques et raciales se lient et se confondent, et a conduit à des rapports sociaux qui en sont très marqués*[8]. »

Une caractéristique majeure du processus historique cubain est que les guerres indépendantistes ont permis, outre l'abolition de l'esclavage, la participation et l'intégration des Noirs, des Blancs et des Mulâtres dans l'armée[9], de même que le développement d'idéaux d'égalité, repris dans l'idéologie mambiste : « *Le discours révolutionnaire associait l'esclavage et la division raciale au colonialisme espagnol et faisait de la révolution un projet mythique qui armait les Blancs et les Noirs en vue de fonder la première nation du monde sans race* » (Ferrer, 2002).

Cependant, durant la période néocoloniale, la population noire et métisse est restée désavantagée, malgré certaines avancées obtenues aux niveaux légal et social à la suite des luttes révolutionnaires et des revendications du mouvement communiste. La pauvreté constituait un phénomène social important en voie d'expansion et touchait plus particulièrement la population noire et métisse, même si la population rurale était également atteinte. Après la victoire de

8. Plus loin, ces auteurs abordent la stratification sociale de la société cubaine au cours de la première moitié du 19e siècle. Les esclaves domestiques et de plantation et les travailleurs appartiennent à la strate inférieure.

9. D'après différents historiens, au moins 60 % de l'armée et 40 % des officiers étaient des hommes de couleur. Ces chiffres ont été établis selon les estimations d'Ada Ferrer (2002) sur la base des données de Jorge Ibarra (1992) et Louis Jr. Pérez (1983).

la révolution cubaine en 1959, de profondes transformations sociales, économiques et politiques ont favorisé l'équité et l'intégration sociale. Parmi celles-ci, les transformations relatives à l'élimination du racisme institutionnalisé, c'est-à-dire de toute une série de politiques sociales, économiques et de législations qui ont mis fin à la discrimination raciale à Cuba.

On a alors assisté à une accélération des processus de mobilité sociale ascendante des majorités dépossédées, dont les populations noires et métisses, et à une montée en puissance d'une volonté de transformation de la structure classiste de la société. Les nouvelles valeurs générées par ce processus – humanisme, solidarité, égalité et dignité –, leurs effets et la praxis sociale dans laquelle des personnes de différentes races et classes sociales ont noué des relations sont également à souligner. Dans un contexte de transformation révolutionnaire, ces éléments ont modifié substantiellement l'idéologie relative à la race et les rapports sociaux. Pour ces raisons, l'élimination des bases économiques et juridiques du racisme a non seulement eu, dans le cas de Cuba, une portée formelle – confirmée par les décrets et autres normes juridiques –, mais a aussi des effets sur la structure de la société, la culture et l'idéologie.

Les politiques sociales mises en place durant les premières années de la révolution ont permis l'éradication de la pauvreté en tant que phénomène social[10], ainsi que la redistribution plus équitable des revenus, l'élévation du niveau de vie de la population et des progrès significatifs en matière de développement social, en particulier dans l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Toutefois, malgré l'impact positif des politiques sociales et de l'idéologie dominante sur la perception des races et des rapports sociaux, les préjugés et la discrimination raciale qui affectent divers facteurs économiques, politiques, historiques, socioculturels et idéologiques n'ont pu être éradiqués. L'influence de différentes institutions et groupes de socialisation – de la famille aux groupes d'interaction – et l'expérience individuelle sont restées, elles aussi, déterminantes. Durant le processus révolutionnaire, le racisme institutionnalisé n'a donc

10. Pour une analyse plus approfondie de ces questions, consultez Rodríguez et Carriazo (1987). Leur thèse vise à réduire le phénomène de pauvreté de manière significative, en tant que conséquence des transformations socio-économiques réalisées à Cuba. Cela ne signifie en aucun cas que toutes les formes et les manifestations de pauvreté ont été éliminées.

pas eu énormément d'occasions de s'exprimer dans les espaces publics ; il s'est dès lors concentré dans les espaces privés et les relations interpersonnelles.

Avec la crise économique et les réformes, les problématiques sociales que l'on pensait éliminées, telles que la pauvreté et les inégalités liées à la dimension raciale, sont redevenues plus visibles. L'existence de secteurs précaires de la population et l'accès limité à la consommation sont plus manifestes. Les dénominations et interprétations d'une telle situation ont été diverses, mais également polémiques. Ainsi, on a parlé de « *groupes vulnérables* » (Torres 1993), de « *désavantage social* » (Díaz *et al.*, 1990), de « *population en risque de pauvreté* » (Ferriol, Ángela *et al.*, 1997), de « *pauvreté de revenus* » (Togores, 2001) et de « *pauvreté avec protection et garantie* » (Ferriol, Therborn et Castiñeiras, 2005).

Cette problématique a également été analysée à Cuba dans un contexte de transformation de la structure de classe. Selon la sociologue Mayra Espina (2003), les quinze premières années de la révolution ont été marquées par un processus de « *déstratification* » sociale, caractérisé entre autres par la disparition progressive des inégalités. Entre 1976 et 1988, d'importants changements ont eu lieu dans la structure interne des composantes socio-classistes. Aujourd'hui, en période de crise économique et de réforme, on assiste à un processus de « *restratification* » sociale qui tend à accroître les inégalités sociales relatives aux processus de différenciation socio-économique, et qui s'exprime par l'apparition de groupes vulnérables dont l'accès aux niveaux élevés de consommation et de bien-être matériel semble limité.

Fondements des inégalités sociales et des pratiques discriminatoires

À ce stade de l'analyse, on peut se poser les questions suivantes : le concept de pauvreté est-il adapté à la réalité cubaine ? Si oui, quelles en sont les caractéristiques ? Après plusieurs études réalisées sur le sujet (Zabala, 1996 et 1999), il me semble que le concept de pauvreté est pertinent pour analyser la réalité cubaine, mais il présente, dans le cadre cubain, des caractéristiques *sui generis*. Concernant l'intensité du phénomène par exemple, il n'existe pas à Cuba de pauvreté critique ou extrême qui se manifesterait par la malnutrition, l'insalubrité, l'analphabétisme et l'insécurité. En matière de protection sociale, tous les secteurs de la population se voient garantir l'accès gratuit aux services sociaux de base.

Par ailleurs, les politiques sociales mises en place à Cuba et les mesures de protection sociale qui garantissent l'emploi et les salaires, l'alimentation de base, la santé et l'éducation, de même que la sécurité et l'assistance sociale, ont pour objectif de favoriser l'équité et la justice sociale[11]. Aujourd'hui, à Cuba, la pauvreté est une condition liée principalement à l'insuffisance des revenus et aux conditions précaires de l'habitat.

Si l'on considère la pertinence du concept de pauvreté dans la réalité cubaine et son caractère *sui generis*, il est dès lors important d'analyser le poids de la dimension raciale dans sa reproduction, puisque l'analyse des mécanismes qui lient la dimension raciale au phénomène de pauvreté constitue un des objectifs essentiels de ce travail. L'étude de la société cubaine a permis d'identifier certains déséquilibres raciaux qui sont directement ou indirectement liés aux phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale. Ce type d'étude, relativement récent à Cuba, doit affronter des difficultés méthodologiques, parmi lesquelles le manque de données disponibles relatives à la variable « race » – qui ont été supprimées des registres pendant de nombreuses années –, ainsi que l'utilisation de la variable « couleur de peau » plutôt que celle de race, avec les confusions que cela entraîne.

La composition de la population cubaine selon la couleur de peau révèle que les Noirs et les Métis représentent environ un tiers de la population (Tableau 1), malgré une légère baisse enregistrée entre 1981 et 2002. Les plus grandes concentrations se situent dans les provinces les plus à l'est du pays (Office national de statistiques, 2007).

Les études réalisées sur la problématique raciale à Cuba ont permis d'identifier différents facteurs explicatifs : historiques, conjoncturels ou actuels, de transmission générationnelle et subjectifs.

---

11. L'indice de pauvreté humaine (IPH) – mesure multidimensionnelle de la privation humaine – situe Cuba entre le deuxième et le cinquième pays en développement vivant dans les meilleures conditions, en raison de ses IPH considérés comme faibles (inférieurs à 10 %) : 5,1 (1997), 4,7 (1999), 4,6 (2000), 4,1 (2002), 5,0 (2003 et 2004), 4,8 (2005) et 4,7 (2006). Les niveaux d'inégalité sociale sont parmi les plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes : le calcul du coefficient de Gini était de 0,22 en 1986 (Zimbalist, 1989) et de 0,38 pour la période 1996-1998 (Álvarez et Mattar, 2004).

Tableau 1
Composition de la population cubaine selon la couleur de peau (2005)

	Total	%
Population totale	11 243 836	100
Population blanche	7 325 182	65,14
Population noire	1 236 146	11,00
Population métisse	2 682 508	23,86

Source : Office national de statistiques (2007)

1) Facteurs historiques

Ces facteurs sont liés aux conditions héritées du colonialisme et du néocolonialisme. Rodrigo Espina et Pablo Rodríguez (2003) identifient, dans leur étude sur la problématique raciale actuelle à Cuba, certaines inégalités sociales héritées du passé colonial qui n'ont pas été complètement éliminées : l'occupation de l'espace urbain – prédominance de la population noire et métisse dans les zones et quartiers les plus pauvres et les plus populaires – et le logement – surreprésentation des Noirs et des Métis dans les « *ciudadelas* » et les « *solares* ». Ils montrent également que la prédominance des femmes noires et métisses célibataires qui sont chefs de famille est liée à des situations de désavantage social.

Esteban Morales a développé un modèle d'analyse de la problématique raciale cubaine à partir des grands événements de l'histoire nationale. Il a imaginé un ensemble de variables – définies comme « *des phénomènes qui synthétisent les contradictions les plus importantes de la problématique étudiée* ». Dans le cadre de ce travail, on mentionnera brièvement certaines variables de la révolution socialiste contemporaine : les positions initiales des groupes sociaux, l'inégalité et la politique sociale, les préjugés, la discrimination et le racisme (Morales, 2002).

En ce qui concerne les positions initiales des groupes raciaux, l'auteur remarque que les Noirs et les Mulâtres ont intégré les secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés de la société après la victoire de la révolution cubaine. Leur présence était majoritaire parmi les chômeurs, les ouvriers les moins rémunérés, les analphabètes et les habitants des quartiers marginalisés. En ce sens, Yesenia Selier et Penélope Hernández (2002) montrent la nécessité de considérer la « *position initiale* » ou la « *ligne de base* » des Noirs. Espina et Rodríguez (2003) avaient, de la même façon, évoqué les

inégalités héritées et non éliminées. Les conditions défavorables dans lesquelles vivait la population noire et métisse à Cuba en 1959 étaient très difficiles à résoudre en si peu de temps.

2) Facteurs conjoncturels ou actuels

Ces facteurs sont liés au degré de développement social du pays, et en particulier aux effets sociaux et aux impacts de la crise économique et des mesures d'ajustement. Différents auteurs s'accordent à dire que, dans un contexte de crise et de réforme économique, les problèmes raciaux – tout comme les autres problématiques sociales – réapparaissent et sont plus facilement perceptibles : « *La crise a constitué un facteur de reproduction et d'accentuation des inégalités sociales et, par conséquent, des inégalités raciales, en raison des liens historiques qui existent entre race et classe* » (Caño, 1996). Par ailleurs, « *accepter des rapports sociaux qui considèrent l'inégalité comme un fait détestable, mais inévitable, contribue à renouveler la discrimination raciale* » (Hernández, 2002, 103).

Quant à la situation socio-économique, l'étude réalisée par l'Institut national d'études économiques sur la population en risque de pauvreté dans la capitale cubaine a mis en relief que les déciles de bas revenus sont principalement composés de familles noires et métisses. En revanche, les déciles de revenus élevés regroupent majoritairement des familles blanches (Ferriol, 2004).

Les études réalisées par l'Institut d'anthropologie ont démontré que les Noirs et les Mulâtres sont sous-représentés dans certains segments avantageux de la structure du travail, contrairement aux Blancs qui sont plus représentés dans les secteurs émergents de l'économie et y occupent majoritairement les postes de direction tout comme dans les secteurs traditionnels non innovants. Face à cette situation, les Noirs et les Métis ont développé des stratégies de survie et dépendent fortement de leur effort personnel et de leurs faibles revenus (Rodríguez, García et Carrazana, 1999 ; Espina et Rodríguez, 2003).

Une telle situation contraste avec les niveaux d'instruction de la population cubaine, puisque, depuis la révolution cubaine et sa politique d'éducation, il n'existe plus de déséquilibres significatifs entre Noirs, Blancs et Mulâtres (Tableau 2), malgré une surreprésentation des Blancs dans l'éducation supérieure dans les années 1990, probablement liée à l'accroissement de la compétitivité pour s'inscrire à l'université en période de crise économique.

Tableau 2
Niveaux d'éducation selon la couleur de peau (%)

Instruction	*Blancs*	*Métis*	*Noirs*
Primaire	26,6	26,2	22,9
Moyenne	34,1	37,4	35,1
Moyenne/supérieure	30,2	29,9	34,1
Supérieure	8,7	6,5	7,8

Source: San Marful et Catasús (2000).

Certaines études estiment que Noirs et Métis reçoivent moins d'envois de fonds depuis l'étranger. Selon Antonio Aja (2001), ils se retrouvent dans des secteurs peu présents dans le potentiel migratoire cubain, entre autres parce qu'ils n'ont pas de réseaux de parenté avec les émigrés. À ce propos, Morales (2002) indique que 83,5 % des émigrants cubains sont blancs et que les personnes noires et métisses ont émigré plus tardivement, sans pouvoir compter sur des réseaux de soutien de leur pays d'accueil. Ces derniers occupent les postes les moins bien rémunérés et disposent donc de moins de moyens pour aider les membres de leur famille à Cuba. Alejandro de la Fuente (2005) considère que, étant donné la composition majoritairement blanche de la communauté cubaine à l'étranger, une grande partie des envois de fonds des familles vont à la population blanche. Par ailleurs, les envois de fonds sont plus importants parmi les travailleurs du secteur émergent de l'économie et parmi les intellectuels (Espina et Rodríguez, 2003).

Les phénomènes de pauvreté et de vulnérabilité sociale, qui se sont intensifiés avec la crise économique et les mesures d'ajustement, ont eu un impact plus important sur la population noire et métisse, bien qu'ils aient touché la population cubaine dans son ensemble. Aussi, les processus de mobilité sociale ascendante ont également diminué pendant la période de crise et d'ajustement pour toute la population cubaine, en particulier pour les populations fragilisées qui ont été confrontées à des obstacles et une concurrence plus importantes.

3) Transmission générationnelle

Pour étudier la reproduction générationnelle de la pauvreté, j'ai tenu compte des particularités de la structure et du fonctionnement familial, des stratégies de vie, des valeurs qui nourrissent les pratiques et le développement du système familial, qui sont liées à des

exigences spécifiques et qui s'articulent sur trois niveaux : les aspects traditionnels, conjoncturels, et l'interrelation entre les deux (Zabala, 1999).

Parmi les éléments traditionnels transmis au fil des générations, le manque de patrimoine matériel est particulièrement important et constitue une caractéristique des familles pauvres, essentiellement des familles noires et métisses historiquement discriminées et disposant de faibles revenus. À cela s'ajoutent des modèles d'accouplement et de maternité précoces, ainsi qu'une fécondité élevée chez les femmes.

Parmi les éléments conjoncturels, les effets sociaux de la crise économique et l'augmentation de la différenciation sociale ont accentué la précarité. La conséquence de l'entrecroisement de ces éléments est que les aspects traditionnels se renforcent en période de crise, en raison de certaines caractéristiques des secteurs pauvres tels que la précarité du patrimoine, les faibles niveaux d'accès à l'emploi et de qualification technique ou professionnelle, la grossesse précoce, la fécondité élevée et l'instabilité familiale.

La fonction culturelle et spirituelle de la famille joue un rôle déterminant dans la transmission des modèles culturels. En effet, elle regroupe un ensemble de valeurs, de normes et d'attentes qui, en plus de préserver l'identité du système familial, peuvent reproduire les conditions de pauvreté et accentuer la situation de risque et de vulnérabilité.

Cette analyse s'entrecroise avec celle sur le genre et débouche sur des questions relatives à la fécondité et à la structure familiale. Les injustices liées à la reproduction, en particulier la grossesse chez l'adolescente, se manifestent plus souvent chez les femmes de couleur ayant un faible niveau d'éducation (Jiménez Araya, 1995). Le rôle de chef de famille est plus souvent tenu par une femme – condition fréquemment liée à la vulnérabilité sociale – chez les Noirs et les Mulâtres (Catasús et Proveyer, 1999).

Toutefois, cette dernière question est discutable : d'une part, l'augmentation du nombre de femmes chefs de famille constitue une tendance qui marque le développement des familles cubaines, indépendamment de leur condition socio-économique caractérisée par des niveaux d'éducation élevés, de leur emploi, de leur indépendance ; d'autre part, différentes études montrent que la vulnérabilité sociale des ménages n'est pas directement liée à la condition générique du chef de ménage, de même qu'à leur niveau d'éducation, à

leur insertion sociale, aux caractéristiques de la composition et de la structure familiale, et au contexte socio-économique.

Au niveau familial, la carence héréditaire de capital économique et par conséquent, la privation soutenue et la transmission de certains styles de vie et de comportements adaptés à une telle situation peuvent potentiellement reproduire les conditions de la pauvreté.

4) Facteurs subjectifs

La représentation subjective et sociale touche tous les aspects et niveaux de développement. Soulignons toutefois que les perceptions et représentations de la race et des rapports raciaux – stéréotypes, préjugés et stigmatisations qui peuvent aussi être à l'origine de pratiques discriminatoires – influent sur la reproduction de la pauvreté et de l'inégalité sociale. Non seulement les facteurs subjectifs renforcent les conditions d'inégalité sociale, mais ils se nourrissent également de celles-ci.

Précédemment, on a vu que la dynamique « préjugés raciaux-discrimination-racisme » est une variable définie par Esteban Morales pour analyser la problématique raciale cubaine qui montre que, dans un contexte de crise économique et de réforme, les préjugés raciaux et la discrimination réapparaissent pour manifester un problème social qui n'est pas complètement résolu : un racisme non institutionnalisé (Morales, 2002).

Les facteurs subjectifs méritent une étude plus approfondie en raison de leur influence sur la problématique raciale. Ils sont difficiles à modifier par des politiques sociales, au niveau de l'éducation et de la culture, notamment en raison de l'impact de la psychologie et de l'idéologie, mais aussi de la diversité des conditions qui les déterminent et de leurs manifestations à différentes échelles de la réalité sociale.

Un bilan nécessaire

L'analyse de la problématique raciale est rendue difficile en raison d'une part de sa complexité inhérente et, d'autre part, de la méconnaissance sur le sujet à Cuba. Les résultats qui tiennent compte de manière articulée des différents facteurs ayant une incidence sur ce phénomène sont peu nombreux. Outre le manque de données, l'identification des différents groupes raciaux est rendue également complexe en raison du métissage de la population. Enfin, ce sujet est évidemment sensible sur les plans politique, idéologique et éthique et suscite de nombreuses polémiques et résistances.

Relever les problèmes qui subsistent n'efface pas les avancées réalisées, mais témoigne plutôt d'un souci d'identifier les obstacles qu'il reste à affronter. Malgré les profondes inégalités et le fait que la dimension raciale soit incontestablement associée à la reproduction de la pauvreté, il est plus difficile d'affirmer qu'elle constitue un facteur générateur d'exclusion sociale, puisqu'il ne s'agit pas de privation de droits ou d'absence d'accès aux services de base, mais bien d'inégalités fondées sur les conditions de vie et liées principalement aux revenus économiques, à l'insertion dans les secteurs privilégiés et à l'habitat.

D'un point de vue politique, les dirigeants ont reconnu publiquement ces dernières années les défis posés par la problématique. Ainsi, Fidel Castro (2000) a affirmé, dans un discours prononcé à Harlem, à New York : « *Je ne prétends pas présenter notre patrie comme un modèle parfait d'égalité et de justice. Nous croyions au début qu'en établissant l'égalité la plus totale devant la loi et en ne tolérant absolument aucune manifestation de discrimination sexuelle envers la femme ou raciale contre les minorités ethniques, tous ces phénomènes disparaîtraient de notre société. Nous avons mis du temps à découvrir que la marginalité, entre autres la discrimination raciale, ne se supprime pas à coups de lois, et nous ne sommes pas parvenus à la supprimer totalement en quarante ans* ».

Plus tard, Fidel Castro (2003) a également déclaré : « *Même dans des sociétés comme Cuba, née d'une révolution sociale radicale grâce à laquelle le peuple a obtenu l'égalité totale ainsi qu'un niveau d'éducation révolutionnaire et a jeté à terre la composante subjective de la discrimination, la discrimination existe toujours, mais sous une autre forme. Je la qualifie de discrimination objective, car il s'agit d'un phénomène associé à la pauvreté et à un monopole historique des connaissances* […], *même si les femmes, lesquelles étaient autrefois terriblement discriminées et n'avaient droit qu'aux travaux les plus humiliants, représentent aujourd'hui un segment de la société décisif et prestigieux qui constitue 65 % de la force technique et scientifique du pays.* »

« *La révolution, au-delà des droits et des garanties obtenus pour tous les citoyens, quelle que soit leur origine ou leur ethnie, n'a pas eu autant de succès dans la lutte pour l'éradication des différences de statut social et économique de la population noire du pays, même si celle-ci joue un rôle dans des domaines importants tels que l'éducation et la santé.* »

Politiques sociales et intégration sociale à Cuba

Les éléments fondamentaux de la politique sociale cubaine au lendemain de la révolution sont : une conception intégrale du développement – le lien étroit entre les aspects économiques et sociaux, l'accroissement de l'équité, de la qualité de vie et de la création de nouvelles valeurs –, la priorité à la gestion de l'État afin de garantir l'universalité et la gratuité des services sociaux, la participation populaire massive, la consommation individuelle et sociale, ainsi que le traitement différentiel envers les groupes considérés comme vulnérables.

Elena Álvarez et Jorge Mattar (2004) distinguent deux étapes de la politique sociale depuis la crise économique. La première (1993-2000) est orientée vers la recherche d'efficacité comme moyen de préserver les progrès sociaux atteints précédemment, et cela malgré une limitation des ressources disponibles. La seconde (à partir de l'année 2000) se caractérise par la mise en place de nouveaux objectifs stratégiques de développement social, malgré les contraintes économiques toujours existantes, et par son caractère plus personnalisé et focalisé sur les besoins et problèmes de groupes particuliers.

La seconde étape est marquée par la mise en place de nouveaux programmes sociaux, dont les actions touchent plusieurs domaines : l'éducation qui est au centre de tous les programmes, la santé, la culture, l'emploi, l'alimentation et la sécurité sociale. Ces programmes peuvent agir (in)directement sur les problématiques sociales analysées dans le cadre de ce travail et ont un impact positif sur la population.

Dans le domaine de l'éducation, par exemple, différents programmes destinés à améliorer la formation intégrale des enfants et des jeunes ont été développés. Ils ont permis d'améliorer les résultats scolaires, de perfectionner le travail éducatif à tous les niveaux d'enseignement, de garantir la continuité des études des adolescents et des jeunes, d'universaliser l'accès à l'enseignement supérieur, etc. Le programme d'universalisation de l'enseignement supérieur a spécialement contribué à rétablir la proportionnalité raciale dans ce niveau d'enseignement.

Bien que l'on ne dispose pas d'informations qui puissent confirmer les avantages directs de ces programmes pour les secteurs les plus pauvres, et en particulier pour la population noire et métisse, des avis s'accordent à dire que ce sont les secteurs qui bénéficient

le plus de ces programmes : « *Grâce à la politique sociale, en particulier celle tournée vers la jeunesse, on a cherché à rétablir la capacité d'intégration sociale de la société cubaine par la réduction des inégalités sociales, l'ouverture de nouvelles opportunités pour les jeunes et le développement de mesures de protection* » (Gómez, 2004 : 8).

La mise en œuvre systématique de politiques sociales à Cuba a favorisé une plus grande équité, en particulier dans le développement des capacités humaines. L'objectif initial était non seulement de combattre la pauvreté, mais aussi d'offrir des possibilités de développement humain à tous les secteurs sociaux. Les niveaux d'intégration sociale, bien qu'ils ne soient pas quantifiables, sont évalués sur base de l'articulation entre les différents secteurs, acteurs et niveaux sociaux, de l'utilisation de l'infrastructure sociale – scolarisation et emploi notamment – et de la participation de la communauté aux projets sociaux.

Toutefois, les déséquilibres mentionnés plus haut exigent une analyse de l'efficacité des politiques sociales en vue de les améliorer ou de les corriger. Il convient également de réfléchir à la pertinence d'un traitement particulier, différencié et préférentiel. Certains auteurs comme María del Carmen Caño (1996) soulignent la nécessité d'incorporer la perspective raciale à la stratégie de développement social et à la création de politiques sociales. Il s'agirait alors de connaître les conditions et activités sociales de chaque groupe social, et de focaliser la politique sociale sur la population noire socialement désavantagée.

En ce sens, la variable « inégalité-politique sociale » (Morales, 2002) permet d'analyser comment la politique sociale, implantée dans le pays en 1959, a profité à tous les segments de la population. La réponse est que la politique sociale a permis une distribution significative de la richesse et des processus de mobilité sociale ascendante. Néanmoins, les secteurs initialement désavantagés n'ont pas réussi à combler totalement le déficit, même si leur situation s'est améliorée.

Ce constat se fonde sur les différentes positions initiales – les désavantages historiques hérités du passé colonial et néocolonial – de la population noire et métisse. Par ailleurs, cet élément nouveau interroge le modèle d'une politique sociale universelle en cours jusqu'alors. Ne faudrait-il pas davantage focaliser les actions ? Dans la seconde étape de la politique sociale, des program-

mes orientés vers des segments spécifiques de la population et des actions de discrimination positive envers certains groupes vulnérables ont été développés, même si le critère racial n'a pas été pris en compte.

Une autre question qu'il convient d'aborder est la nécessité d'équilibrer les politiques destinées à améliorer le bien-être social général – santé, éducation, culture, etc. – avec celles qui touchent plus directement les familles. Les politiques de logement sont à ce niveau plus que nécessaires, surtout pour les Noirs et Métis qui habitent dans des habitats précaires.

Pour terminer, il est important de mentionner que les politiques sociales ne sont pas les seuls moyens d'agir. La praxis sociale et la participation de toute la société à l'identification, à la réflexion et aux formulations de propositions d'actions sont également importantes.

Conclusion

L'analyse de la dimension raciale dans le processus de reproduction de la pauvreté est complexe en raison du caractère multidimensionnel de la pauvreté et des multiples connexions que « la race » entretient avec les autres sphères de la réalité sociale. Dans le cas de Cuba, l'évaluation de cette dimension doit tenir compte de l'influence de l'esclavage sur la configuration de la société, du caractère multiracial de cette dernière, des processus d'intégration initiés lors des guerres d'indépendance, et des profondes transformations révolutionnaires qui se sont produites à partir de 1959.

Plusieurs facteurs ont favorisé le développement de la dimension raciale dans la reproduction de la pauvreté. Ils sont d'ordre historique, conjoncturel ou actuel, transmis à travers les générations et subjectif, et sont fortement liés. De plus, ces facteurs s'entrecroisent avec différentes variables, telles que le genre et la classe.

Les politiques et les programmes sociaux établis à Cuba au cours des quarante dernières années ont favorisé la promotion de l'équité, de l'intégration sociale et du développement humain, et freiné les processus d'exclusion sociale pour des raisons économiques, de genre, de race ou autres. Cependant, la prégnance d'inégalités sociales liées à la dimension raciale nécessite d'analyser la pertinence d'un traitement différencié et spécifique et de débattre plus largement de celui-ci.

Traduction de l'espagnol : Véronique Jamart

Bibliographie

Aja A. (2001), « La emigración cubana : un resumen del siglo XX », *Temas*, n° 36, juillet-septembre.

Alvarado J. A. (1996), « Relaciones raciales en Cuba : notas de investigación », *Temas*, nº 7, juillet-septembre.

Álvarez E. et Mattar J. (2004), *Política social y reformas estructurales : Cuba a principios del siglo XXI*, Mexique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et Institut national d'études économiques (INIE).

Barcia María del Carmen (2003), *La otra familia (parientes, redes y descendencia de los esclavos en Cuba)*, La Havane, Casa de las Américas.

Boltvinik J. (1992), « El método de la medición integrada de la pobreza : una propuesta para su desarrollo », *Comercio Exterior*, nº 4, vol. 42.

Bustelo E. et Minujin A. (1997), « La política social esquiva », *in* Menjívar Rafael, Kruijt Dirk et Van Vucht Lieteke, *Pobreza, exclusión y políticasocial,* San José, FLACSO, université d'Utrecht et Programme pour la gestion des transformations sociales (MOST), Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Caño María del Carmen (1996), « Relaciones raciales, proceso de ajuste y política social », *Temas,* nº 7, juillet-septembre.

Castro F. (2000), *Discours prononcé au meeting de solidarité avec Cuba effectué à l'église de Riverside (Harlem)*, New York, 8 septembre.

Castro F. (2003), *Discours prononcé lors de la clôture du Congrès de pédagogie de 2003*, théâtre Carlos Marx, La Havane, 7 février.

Catasús S. et Proveyer C. (1999), « Género y jefatura del núcleo familiar en Cuba hoy : consideraciones sociológicas y demográficas », *Diversidad y complejidad familiar en Cuba,* La Havane, CEDEM et Institut Ibéro-américain d'études sur la famille (IIEF).

Centre d'études sur la jeunesse (CESJ) et Centre d'études sur la population et le développement (CEPDE) (2005), *Encuesta Nacional de Juventud III,* Rapport d'étude. La Havane, CESJ et CEPDE.

De la Fuente A. (2005), « Un debate necesario : raza y cubanidad », *La Gaceta de Cuba,* n° 2005/1, janvier-février.

Díaz B. *et al.* (1990), *Caracterización del niño en riesgo por condiciones socioeconómicas y familiares adversas,* Rapport d'étude, La Havane, Ministère de l'éducation de la République cubaine (MINED).

Espina M. (2003), « Reajuste económico y cambios socioestructurales », *Los cambios en las estructuras socioclasistas*, La Havane, Ciencias Sociales.

Espina R. et Rodríguez P. (2003), *Raza y desigualdad en la Cuba actual,* Rapport d'étude, La Havane, Institut d'anthropologie.

Ferrer A. (2002), « Cuba insurgente : raza, nación y revolución, 1868-1898 », *Caminos Revista Cubana de Pensamiento Socioteológico*, nº 24-25.

Ferriol A. (2004), *Reforma económica y población en riesgo en Ciudad de La Habana*. Rapport d'étude, La Havane, INIE, CEPDE et ONE.

Ferriol A. *et al.* (1997), *Efectos de políticas macroeconómicas y sociales sobre los niveles de pobreza : el caso de Cuba en los años noventa.* Rapport d'étude, La Havane, INIE et Centre d'études de l'économie mondiale (CIEM).

Ferriol A., Therborn G. et Castiñeiras R. (2005), *Política social : el mundo contemporáneo y las experiencias de Cuba y Suecia*, La Havane, INIE, Agence suédoise de coopération internationale au développement et université de la République de l'Uruguay.

Gómez L. (2004), *Los programas de la Revolución y la política cubana de juventud, 2000-2004*, Rapport d'étude, La Havane, CESJ.

Guanche J. (1996), « Etnicidad y racialidad en la Cuba actual », *Temas,* nº 7, juillet-septembre.

Hernández R. (2002), « 1912. Notas sobre raza y desigualdad », *Catauro,* nº 6, juillet-décembre.

Ibarra Cuesta J. (1992), *Cuba : 1898-1921. Partidos políticos y clases sociales*, La Havane, Ciencias Sociales.

Jiménez Araya T. (1995), *Cuba. Transición de la fecundidad : cambio social y conducta reproductiva*, La Havane, Centre d'études de l'économie mondiale (CEDEM), ONE et Ministère de la santé publique (MINSAP).

Martínez Fuentes A. (2002), « Siglo XXI : antropología, "razas" y "racismo" », *Catauro,* n° 6, juillet-décembre.

Martínez Heredia F. (2002), « La cuestión racial en Cuba y este número de Caminos », *Caminos,* nº 24-25.

Menjívar Larín R. et Feliciani F. (1995), *Análisis de la exclusión social a nivel departamental*, San José, FLACSO, PNUD et Bureau des services d'appui aux projets des Nations unies (UNOPS).

Morales Chuco E. (1998), *Mendicidad infantil en Cuba : aproximación sociopsicológica*

a la expresión del fenómeno en Cuba, thèse, La Havane, FLACSO-Cuba et Université de La Havane.

Morales E. (2002), « Un modelo para el análisis de la problemática racial cubana contemporánea », *Catauro*, nº 6, juillet-décembre.

Morales E. (2004), « Cuba : los retos del color », *in* Iñiguez Rojas Luisa, Everleny Pérez Villanueva O., *Heterogeneidad social en la Cuba actual*, La Havane, Centre d'études de la santé et du bien-être humain.

Moreno Fraginals M. (2002), « Aportes culturales y deculturación », *Caminos,* nº 24-25.

Office national de statistiques (ONE) (2007), *Cuba en cifras. Edición 2007*, La Havane, ONE.

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) (1967), *Déclaration sur la race et les préjugés raciaux,* Paris, Unesco.

Pérez Louis Jr. (1983), *Cuba between Empires (1878-1902)*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

Pérez María M. (1996), « Los prejuicios raciales : sus mecanismos de reproducción », *Temas,* nº 7, juillet-septembre.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (2004), *Rapport de développement humain 2003*, Madrid, Mundi- Prensa.

Rodríguez J. L. et Carriazo G. (1987), *Erradicación de la pobreza en Cuba*, La Havane, Ciencias Sociales.

Rodríguez P., García A. J. et Carrazana L. (1999), *Relaciones raciales en la esfera laboral,* Rapport d'étude, La Havane, Centre d'anthropologie.

Rowntree Benjamin Seebohm (1941), *Poverty and Progress,* Londres, Longmars Green.

Rueda J. M. et Vera A. (1997), « La sociedad y la familia en el Caribe », *in* Vera Ana, *Cuba : cuaderno sobre la familia*, La Havane, Ciencias Sociales.

Safa H. (2004), « Raza, género y nación : movimientos indígenas y negros en América Latina », *Temas,* nº 36, janvier-mars.

San Marful E. et Catasús S. (2000), *Dinámica de la población cubana por el color de la piel,* La Havane, université de La Havane et CEDEM.

Selier Y. et Hernández P. (2002), « Identidad racial de "gente sin historia" », *Caminos*, n° 24-25.

Sen A. (1992), « Conceptos de pobreza », *in* Beccaria Luis A. *et al., América Latina : el reto de la pobreza*, Bogota, PNUD.

Tilly C. (1999), *La desigualdad persistente,* Buenos Aires, Manantial.

Togores V. (2001), *Algunas consideraciones acerca del acceso al consumo en los noventa, factores que lo determinan,* Rapport d'étude, La Havane, Centre d'études de l'économie cubaine.

Torres J. (1993), *Pobreza : un enfoque para Cuba*, La Havane, INIE.

Townsend P. (1979), *Poverty in the United Kingdom*, Harmondsworth, Penguin.

Zabala María del Carmen (1996), *Familia y pobreza en Cuba*, thèse, La Havane, FLACSO-Cuba et université de La Havane.

Zabala María del Carmen (1999), « Aproximación al estudio de la relación entre familia y pobreza en Cuba », thèse de doctorat, La Havane, université de La Havane.

Zimbalist A. (1989), *The Cuban Economy : Measurement and Analysis of Socialist Performance,* Baltimore, Johns Hopkins University Press.